

Réseau thématique des centres européens de recherche
en sciences humaines sur l'ensemble euro-méditerranéen (5^{ème} PCRD)

Work papers

" Etat de l'art "
Méthodes et outils communs de l'analyse comparative de l'espace euro-
méditerranéen.

Mediterranean Conundrums
Pluridisciplinary perspectives for research in the social sciences

Séminaire de Berlin 13-16 novembre 2003
Co-organisé par Freie universitaet Berlin, F. Buettner et I. Shaefer,
Univ. Tuebingen, T. Hauschild, MMSH, D. Albera

A paraître dans *History and anthropology*

Les migrations entre prohibitionnisme et reproduction de la clandestinité.

Salvatore Palidda

(Université de Gênes-Italie)

Les migrations semblent traverser une période paradoxale qui en réalité a des analogies avec des périodes du passé. En effet, il est tout à fait évident que les migrations sont indispensables à la "seconde grande transformation" qui s'est développée au cours de ces trente années (i.e. le développement du néo-libéralisme globalisé). Mais cela n'empêche qu'elles figurent aussi comme l'ennemi qui hante les pays dominants arrivant à être l'objet d'une attention particulière des services secrets, des militaires et des polices à l'instar des terrorismes et des mafias. Entre ces deux faits se situe un contexte bien différent de celui connu par les migrations plus anciennes qui étaient destinées à alimenter la force de travail stable indispensable au développement industriel. Aujourd'hui les migrations sont confrontées moins à un processus d'insertion et d'intégration qu'à un processus de sélection brutale finalisée à leur super-exploitation à travers le biais de l'infériorisation sinon de la racialisation et de la criminalisation.

1. Un bilan éloquent

Après trente ans de "nouvelles" migrations aux Etats-Unis et en Europe on peut estimer que les morts, les "perdus" et le turn-over sont beaucoup plus nombreux que lors des migrations du passé (en proportion, compte tenu que les migrations Sud-Nord du passé ont été beaucoup plus importantes). En effet, il est connu que les migrations du passé ont connu des moments horribles à l'occasion des crises cycliques, des guerres et des persécutions massives (notamment des juifs et des communistes). Mais, le développement économique du passé avait le plus souvent besoin d'immigrations destinées à la stabilisation, à la reproduction de main d'œuvre et chair-à-canon sinon à la fabrication de citoyens des pays d'arrivée. Au contraire, aujourd'hui le développement économique mise sur la super exploitation à travers l'infériorisation, la racialisation sinon la criminalisation et mise aussi sur le besoin d'un turn-over très élevé car la main d'œuvre s'use très vite ou prétend s'émanciper. S'il est vrai qu'une partie des activités économiques des pays dominants a besoin de main d'œuvre stable, une autre grande partie mise sur la précarité voire sur l'exploitation

sans limites des clandestins. Aux Etats-Unis et de façon moins éclatante en Europe, le prohibitionnisme coexiste avec la reproduction de la clandestinité.

Le premier aspect qui a caractérisé l'immigration de ces dernières décennies dans les pays dominants concerne le fait qu'elle ait été confrontée moins à des possibilités d'insertion régulière, pacifique et satisfaisante qu'à des pratiques "use et jète". Il est vrai qu'aujourd'hui il y a une partie des immigrés qui a eu la chance de conquérir une insertion réussie (tout d'abord par ses propres sacrifices et ensuite grâce à la chance d'avoir eu à faire avec des personnes non-hostiles sinon disponibles à aider à l'insertion). Cependant, dans la majorité des cas, plutôt que des conditions favorables à l'insertion régulière, les immigrés ont été poussés à repartir car entre-temps des nouvelles arrivées ont toujours été assurées par des pratiques des autorités publiques et surtout des privés à la fois permissives et durement répressives. Ainsi, les immigrés ont toujours connu deux faces des pays dominants: celle du paternalisme, de la tolérance et quelques fois aussi de la solidarité et celle de l'infériorisation, sinon de la racialisation et de la criminalisation.

2. Les régularisations et la reproduction des clandestins

Aux Etats-Unis on a régularisé environ un million d'immigrés par années, en Italie cinq régularisations de 1986 à 2002, dans les autres pays ces procédures ont été adoptées plus ou moins selon la même logique. Ce fait n'est pas le fait d'une particulière générosité des gouvernements, mais plutôt le fait d'une pratique indispensable. Les régularisations sont le tampon nécessaire pour faire face à la reproduction de l'irrégularité que les pays n'arrêtent pas de cultiver du fait même que bonne partie de leur économie vise des profits fondés sur la super-exploitation de main d'œuvre au noir et encore mieux si clandestine. En effet, les arrivés de clandestins sont souvent le fait de l'appel de la part de niches d'activités économiques qui font partie de ce qu'on appelle les économies souterraines.

3. Entre guerre aux migrations et paternalisme

Le paradoxe concerne à la fois les relations entre pays dominants (d'immigration) et pays dominés (d'émigration) et la coexistence entre la guerre aux "clandestins" et le besoin croissant de main-d'œuvre clandestine. En effet, il s'agit du même paradoxe qui fait coexister la paix et la guerre dans la nouvelle stratégie de l'empire américain (i.e. dans la posture nommée *Full Spectrum Dominance*). L'Europe (et même ses pays les plus libéralistes) semble avoir du mal à se débrouiller "au mieux" dans ce paradoxe, ce qui en revanche semblent réussir, du moins en partie, les Etats-Unis. Il suffit rappeler des données assez éloquentes. Depuis plus de 15 ans les Etats-Unis ont fait de la guerre aux migrations (en particulier sur la frontière mexicaine) un *business* extraordinaire aussi bien

pour les entreprises privées que pour les lobbies des flics et l'industrie de la sécurité. Mais, comme le reconnaissent en candides les responsables de l'INS et les grands experts du gouvernement Bush eux-mêmes, l'immigration clandestine dans les *States* est aujourd'hui (printemps 2003) estimée entre huit et dix millions, dont quatre-six millions mexicains (elle avait été estimée à environ cinq millions en '98 –cfr. colloque OCDE de la Haye, *Preventing and Combating the Employment of Foreigners in an Irregular Situation. 22-23 Aprile '99*). Même si souvent il s'agit d'estimations gonflées pour légitimer ce *business* et nombre de carrières policiero-militaire et d'experts, il est toutefois connu que, comme écrivent les experts du congrès américain eux-mêmes (parmi lesquels ceux de la *Rand Corporation*), la reproduction de la main d'œuvre clandestine est indispensable à l'économie américaine: les nouveaux arrivées s'additionnent aux retours à l'irrégularité de la part de ceux qui, pour des causes différentes, ont perdu les qualités requises pour le renouvellement de leur permis (phénomène bien connu même en Italie). Cette reproduction s'accompagne à des milliers de morts et à des millions d'arrestations et déportations de personnes qui essayent de pénétrer les Etats-Unis. Voici quelques données partielles mais significatives à ce propos, concernant uniquement la frontière mexicaine: parmi les identifiés par les polices américaines il y a eu 377 morts et 1,6 millions d'arrêtés en 2000, 336 morts et 1,2 millions d'arrêtés en 2001, 350 morts et 900 mille arrêtés en 2002 (plus récemment on a découvert aussi nombre de cas d'exécutions sommaires de migrants de la part de polices privés qui parfois organisent même des chasses aux clandestins à l'instar du K.K.K. pour amuser quelques richards). Ceci dit, ces morts, tout comme les migrants noyés ou décédés lors des tentatives d'immigration en Europe, ne figurent à la une que pour dissuader ceux qui aspirent à partir. Pour le reste ils valent comme les morts afghans ou irakiens ou palestiniens: RIEN. Ce nouveau "mur blindé" érigé par les pays dominants contre les sociétés dominées est devenu une machine à produire ces morts qui ne sont certainement pas moins nombreux de ce qui furent les morts du mur de Berlin.

Après le 11 septembre la situation s'est davantage aggravée, surtout aux dépens des immigrés originaires de pays considérés musulmans, y compris ceux qui ont un permis régulier. Parfois rejetés dans la clandestinité, d'autres fois expulsés ou contraints à travailler au noir et rémunérés moins qu'auparavant!

4. *L'Italie: le pays européen plus proche du modèle américain*

Par rapport au "modèle" américain, l'Italie peut être considérée en Europe le pays qui cherche de s'y approcher davantage jouant dans les faits ce "paradoxe" au mieux. Première pays, avec la Grèce, pour le taux d'économies souterraines sur le produit national brut (30%), l'Italie compte entre six et huit millions de personnes qui galèrent ou jouissent (intégralement ou en partie) dans le travail au noir. Parmi ces personnes, les étrangers clandestins représentent une minorité, mais ils sont les plus

recherchés, notamment par les "caporaux" de la "padanie" (les recruteurs/contremaîtres de la région dénommée ainsi par les nordistes-racistes électeurs de Bossi & C.). Ce sont ces caporaux qui les transportent à partir de cinq heures du matin jusqu'à très tard le soir entre chantiers, petites usines et leurs baraques cachés parfois dans les terrains vagues, dans les campagnes ou sous les ponts des autoroutes. Et ce sont ces caporaux qui se plaignent contre les contrôles de vitesse et quelques inspections sur les lieux de travail de la part de quelques policiers municipaux qui encore n'ont pas compris l'esprit de la réforme souhaitée par Bossi (la soi-disant *devolution*, par laquelle Bossi revendique le contrôle des polices à l'échelle locale, c'est-à-dire une gestion du discrétionnaire propre aux polices au service de ses électeurs, en particulier des petits entrepreneurs de la "padanie" qui prétendent la liberté totale d'agir et une police qui, si nécessaire, expulse tout de suite le clandestin qui n'est plus bon pour travailler parce que "top usé" ou parce qu'il ose lever sa tête et revendiquer des droits et une paye meilleure. En effet, une caractéristique importante de la main d'œuvre au noir est qu'elle nécessite un *turn-over* assez élevé parce que dans la majorité des cas elle "ne tient pas le coup" à cause de rythmes de travail très durs dans des boulots très lourds et souvent très nocifs (il suffit voir l'augmentation des accidents et des morts de travail, y compris les morts inconnues qui en particulier concernent les clandestins). A cela s'ajoutent ceux qui cherchent à conquérir un minimum de pouvoir de négociation (que l'on songe au cas de Ion Cazacu, le roumain brûlé pour cette raison par son patron – voir le documentaire *Sciucià*, 2000). Et comme le montrait bien ce documentaire, les petits patrons de la vallée du Po ("padanie" selon les racistes nordistes) qui exploitent davantage les clandestins sont les mêmes qui réclament les coups de canons contre les barques des migrants et qui crient contre la régularisation.

Mais, les nordistes-racistes et leurs amis ont trouvé un formidable *escamotage* pour limiter le plus possible la régularisation qui, en tout cas, comme l'a reconnu le ministre des finances, est devenue un business extraordinaire pour l'Etat et pour toute sorte de marchands et truands de la régularisation (environ 700 mille immigrés ont fait demande de régularisation avec le mandat postal obligatoire, payant en moyenne pas moins de 4.000 Euro chacun -entre ceux qui ont du payer aussi pour le compte de leur employeur, etc.-, soit un chiffre d'affaire de 1.400.000.000 Euro, dont plus de 500.000.000 de mandats postaux). Ainsi, on a institué le procédé selon lequel l'accès à un statut juridique (par ailleurs tout à fait précaire car subordonné à la durée du contrat de travail) s'achète! Dans les faits la régularisation procède avec une lenteur exaspérée: la police prétend n'avoir pas assez de personnel pour assurer tous les contrôles obligatoires et souvent continue à traiter les demandeurs comme des sales nègres. Ainsi, une bonne partie de ces demandeurs finit par perdre les qualités requises pour le renouvellement du permis et retourne dans la clandestinité (la reproduction est assurée) ou bien elle est expulsée selon la loi Bossi-Fini (les deux ministres du gouvernement

Berlusconi, le premier chef du parti "post-fasciste" et le deuxième chef de la Ligue Nord). Tout comme en Espagne et ailleurs, il y a aussi des expulsions par des actions à la sauvette, sans témoins et sans laisser trace bureaucratique, avec les soins de flics qui ont bien reçu le message d'un gouvernement qui de toute façon et dans toute occasion les "couvre" (avec le même type de "couverture" qui explique les tortures et le massacre des manifestants pacifiques anti-G8 à Gênes en juillet 2001). En Italie les étrangers sont dix fois (et pour les jeunes originaires de pays musulmans plus de vingt fois) plus arrêtés que les italiens, un écart entre les deux taux plus haut que celui entre noirs et blancs aux Etats-Unis.

Par ailleurs, ne manquent pas les cas des petits patrons et *caporaux* (recruteurs/contremaîtres, parmi lesquels il y a aussi des immigrants arrivés à s'insérer dans ces rangs: il est toujours commode laisser le sale boulot à l'étranger qui s'y prête). les jours de la paye ils appellent quelques amis flics pour faire fuir les travailleurs clandestins et éviter ainsi de les payer (épisode déjà connu même dans les chantiers pour la construction du grand Berlin).

Dans la logique de l'infériorisation et ségrégation des migrants il faut signaler aussi la dernière perle de l'administration communale de Milan: un décret qui empêche aux immigrants d'avoir le seul moment et lieu de socialité, c.-à-d. les rencontres du dimanche dans les parcs publics où ils avaient pris l'habitude de se rencontrer en milliers pour jouer, danser, manger et faire la fête, toutes choses impensables dans leur quotidien scandé seulement par des rythmes de travail infernaux et dans des habitations de fortune très petites. D'autre part ceci n'étonne pas dans un pays où l'intégration des immigrants n'a jamais été prise en considération dans l'agenda des administrations locales et du gouvernement national (en dépit des vagues promesses du centre gauche). En effet, depuis la loi votée par le gouvernement de centre-gauche en 1998, tous les immigrants cotisent 0,5% de leur revenus pour alimenter un fonds qui est distribué aux régions. Mais, les gouvernements régionaux ont destiné ces fonds à bien d'autres finalités: une partie pour financer les expulsions, une autre partie pour payer les coûts des centres de retentions, une autre partie pour les amis des amis (ONG proches de la droite) et, enfin, pour soutenir les délocalisations des entrepreneurs italiens dans les pays d'émigration ("pour les aider chez eux", disent les "modérés" de la Ligue Nord!). *En passant*, il n'existe pas encore en Italie une enquête sur l'"argent des immigrants", ni sur les coûts de la guerre aux migrations et sa reproduction de main d'œuvre clandestine et de morts. Un exemple de guerre déguisé en oeuvre humanitaire est donné par la convention entre l'OIM et le Ministère de l'Intérieur italien: 550 mille euro ont été destinés à l'"aide" aux filles pour les faire sortir de la prostitution; mais, seulement 80 mille euro ont été destinés à la dizaine de filles qui ont bénéficié d'un permis de séjour limité à une seule année, tandis que 380 mille euro ont été dépensés pour expulser la majorité des arrêtés malgré elles avaient droit à un permis. Ainsi, des centaines de nigériennes, arrêtées lors des rafles nocturnes au nom de la

"sécurité des villes", ont été renvoyées et mises en prisons en Nigeria; elles ne peuvent sortir que sous caution de sommes importantes, souvent versées par des macros qui les rejettent à nouveau dans la prostitution en Europe ... pour payer ces "bienfaiteurs".

Depuis longtemps, par milliers les petits patrons italiens et européens ont découvert une autre mine d'or: les délocalisations en cascade de toute sorte d'activité dans les pays dits "tiers". Les bigs comme Benetton, mais aussi les plus petits truands, fraudeurs du fisc et aventuriers divers, voyagent sans aucun obstacle dans les pays d'émigration où achètent facilement les complicités utiles parmi les gouvernants locaux, les médiateurs (ou les *power-brokers*) pour organiser sur place une super-exploitation dans des conditions évidemment encore plus libérales que dans l'UE. Ainsi, ils ramassent des profits encore plus importants que ceux assurés par les économies souterraines en Europe. Il suffit penser qu'une femme qui travaille dans le système Benetton ou pour d'autres firmes en Tunisie ou en Roumanie arrive à gagner entre 60 et 100 Euro par mois travaillant six jours sur sept, entre huit et douze heures par jour. Ce système de production dit *off shore* ou *sous douane*, joue sur la fraude communautaire (dénoncée par personne) qui consiste dans l'importation de pays tiers de produits finis (avec les étiquettes "made" dans les divers pays de l'UE déjà appliquées). Par ailleurs aucun syndicat européen est allé chercher de construire solidarité et action commune avec les syndicats des pays tiers. Dans les faits, aujourd'hui plus que jamais, n'importe quel petit patron ou simple touriste européen peut aller dans les pays d'émigration comme et quand il veule pour y agir en pleine liberté, y compris celle de se comporter comme le colonisateur de la globalisation néo-libérale.

C'est ce nouveau développement violent des économies dépendantes, à la merci des jeux des délocalisations itinérantes (qui ainsi pratiquent le chantage vis-à-vis des pays dominés pour leur imposer les coûts les plus bas) qui provoque une nouvelle incitation à l'émigration. Pourquoi rester en Tunisie ou en Roumanie à se faire esclaviser par des patrons italiens et européens sans pouvoirs réclamer aucun droit ? Pourquoi ne pas chercher à avoir la chance d'aller vivre en Europe? Pourquoi subir le désastre humain et social ou même le risque de mort dans des pays comme la Somalie ou le Congo, la Libérie et bien d'autres pays, plutôt que risquer la vie mais dans l'espoir de la libération, i.e. de l'émancipation? Pourquoi n'importe quel italien et européen peut aller dans les pays d'émigration, alors que les habitants de ces pays ne peuvent pas aller dans les pays riches même pas pour trouver les gens de la famille? (tout comme, par ailleurs, l'émigré qui pendant la très longue attente de permis ne peut pas rentrer au pays: voilà le nouveau bridage du salariat néolibéral). Voici donc les questions que se posent des milliers de jeunes des pays dits "tiers", dégoûtés par l'asymétrie des droits et des opportunités imposées par l'actuelle assise de la domination des pays riches. Aujourd'hui plus que jamais l'immigration est avant tout aspiration à l'émancipation économique, sociale mais aussi

politique et religieuse. On émigre à cause du désespoir, pour fuir les guerres, mais avant tout pour chercher ailleurs ce qui apparaît impossible là où l'on vit: l'émancipation. Comme a raconté Mahdi Mabrouk dans un récent colloque de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (30-31 mai 2003), dans l'univers des aspirants aux migrations contraintes à la clandestinité par le prohibitionnisme fasciste européen, on trouve des jeunes marqués par l'aspiration à la liberté de tous, aspiration chantée avec des rythmes rai ou rap ou néo-blues, désormais connus le long des parcours et sur les côtes turques, libyennes ou du Magreb. Peut être sans le savoir, ce sont ces jeunes avec les chansons de l'émancipation du XXI^e siècle, la composante des Suds qui participe au mouvement contre le libéralisme globalisé et contre toute sorte de guerre, pour les droits fondamentaux de tous les êtres humains.

Et c'est contre cette aspiration à l'émancipation qu'ouvertement se déchaînent les nouveaux Bava Beccaris, tout comme le firent à la fin du XIX^e siècle, quand tiraient sur les foules qui revendiquaient pain et droits. Les eurocentristes racistes (et une partie des électeurs européens y compris de centre gauche) savent que leurs privilèges, réels ou imaginaires, sont fondés sur l'infériorisation ou le néo-esclavagisme des "autres", des "extra-communautaires", i.e. sur la sécurité des dominants. La peur de perdre les privilèges de la domination et l'affolement pour la sauvegarde de celle-ci conduit à la guerre aux migrations, i.e. à ce que Z. Bauman appelle la destruction de l'*excédent humain*, i.e. des humains qui ne sont plus bons même pas comme esclaves ou qui ne subissent pas passivement d'être infériorisés.

Les gouvernements européens prétendent que les pays autour de l'UE se transforment dans des flics implacables contre les migrants, bref qu'ils se chargent du sale boulot. Blair, encore chéri par nombre de leaders de la gauche européenne, propose de créer dans les pays tiers des camps de rétention pour migrants expulsés, tout comme son gouvernement a placé un certain nombre de détenus dans des navires-prisons à l'instar de la tradition victorienne. Le marchandage proposé par les européens aux pays tiers est explicite: vous prenez en charge la gestion (ou l'élimination) d'une partie des aspirants à l'émigration et de ceux qu'on va expulser et on vous donnera un peu de financements pour le bien être de vos élites, pour vos polices, pour la sauvegarde de vos régimes. Mais, les régimes de ces pays tiers ne peuvent pas toujours serrer trop les mailles. Parfois ils sont contraints à lâcher le contrôle soit pour relancer le marchandage, mais, plus souvent, parce qu'autrement la situation sociale de leurs pays risque d'exploser (comme par ailleurs le prouvent les révoltes périodiques des jeunes ou le succès bien qu'éphémère de l'intégrisme ou l'escalation de la déviance et de la criminalité). Comme par le passé, l'émigration est utile pour tamponner la tension sociale et politique surtout pour les régimes autoritaires. Par ailleurs, si de l'Albanie ne partent plus les clandestins c'est parce que d'un côté le potentiel des aspirants à l'émigration s'est presque dissout, de l'autre côté parce que les mafias

locales (très liées à celles européennes) semblent avoir négocié avec les services secrets européens une certaine liberté de trafics de drogues et autres en échange de leur contrôle actif de la petite et moyenne criminalité qui s'occupait du trafic de clandestins (plusieurs hommes de l'entourage de ministres albanais sont notamment mêlés à des trafics de drogues, voyageant avec des passeports diplomatiques- quelques-uns ont été identifiés par les enquêteurs –cfr. L. Fraioli e A. Giordano, "L'eroina ? Da Tirana viaggia in auto blu", in *Venerdì di Repubblica*, 767/29.11.02, pp. 42-47). Il apparaît en tout cas assez fantaisiste que la grande criminalité organisée soit effectivement intéressée au trafic de migrants, alors que les autres trafics rapportent beaucoup plus. Dans la plupart des cas les trafiquants de migrants ne sont que des petits ou moyens délinquants improvisés *passseurs*, souvent sans scrupules mais pas au service des grandes mafias. Il suffit remarquer que, à l'exception des chinois et parfois des nigériens, les passages clandestins coûtent moins qu'une immigration régulière! Le prohibitionnisme des migrations, comme toute sorte de prohibitionnisme, a un effet criminogène et produit mort. Cette considération assez banale a toujours été ignorée ou repoussée par le centre-gauche qui dans les faits a déblayé le chemin à l'actuelle droite fasciste et raciste qui est majoritaire en Europe (peut-on oublier que le bateau Kater Y Rades a été coulé –plus de 80 morts- à la suite de l'ordre péremptoire de ne faire passer personne donné par le gouvernement Prodi à la marine militaire italienne ? Et comment oublier d'autres épisodes horribles gérés par les gouvernements D'Alema et Amato –avant, pendant et après la guerre contre la Serbie et ensuite avant le G8 de Gênes- ?).

Il est probable que les mois qui viennent une partie des migrants seront sauvés par l'oscillation entre le néo-libéralisme modéré et la guerre totale voulue et pratiquée même à l'échelle du quotidien par la droite eurocentriste-fasciste-raciste.

Enfin, on ne peut pas terminer cet affreux tableau sans parler de la nouvelle arme pour la sélection des migrants: celle mise en place après le 11 sept. avec la soi-disant lutte au terrorisme islamiste très vite transformée dans une suite de cas de véritable criminalisation de migrants originaires de pays considérés musulmans. Que l'on songe au cas tragico-comique des 4 maghrébins arrêtés en tant que suspects terroristes en train de préparer un attentat contre la basilique de S. Petronio à Bologne simplement parce que surpris à regarder le tableau où figure Mahomet placé dans l'enfer; mais il y a eu aussi bien d'autres cas beaucoup plus graves, par exemple 17 pakistanais arrêtés à leur arrivé en Sicile comme suspects affiliés à Al Qaeda et encore 27 arrêtés à Naples toujours comme terroristes d'Al Qaeda, tous mis en liberté après des mois de prison parce qu'ils n'étaient que des simples migrants! De même, nombre de maghrébins ont été inculpés de faire partie d'un réseau européen de Bin Laden alors qu'aucune preuve n'a pu être fournie aux juges. En réalité, toutes ces opérations, toujours suggérées par les services secrets américains et toujours sans aucun fondement,

ont été utilisées pour justifier la nécessité du ralliement européen à la guerre permanente de Bush et donc pour justifier la nécessité d'une sélection des migrants finalisée à rejeter les originaires de pays musulmans. En effet, tout comme s'est passé aux Etats-Unis à la suite du *Patriot Act*, l'effet de cette criminalisation consiste dans le fait que les originaires de pays musulmans sont davantage assujettis à l'infériorisation sinon au néo-esclavagisme; mais, ce-ci tend à s'étendre un peu à tous les immigrants. De même, la remise en question des libertés et de la démocratie au nom de la sécurité a l'effet de déclencher un véritable processus d'involution autoritaire géré par des élites championnes de l'affairisme comme du business du sécuritarisme et de la guerre, aux Etats-Unis comme en Europe.

Bibliographie

Bigo D., 2003, *La mondialisation de la sécurité ? Réflexions sur le champs des professionnels de la gestion des inquiétudes à l'échelle transatlantique et sur ses implications*, manuscritto ricerca ELISE

Bigo, D. (dir), *Sécurité et Immigration*, "Cultures & Conflits", 1998

Dal Lago A. (2003), *Polizia globale. Guerra e conflitti dopo l'11 settembre*, Ombrecorte, Verona

Dietrich H. (2003), "The New Regime at the Bug River. The East of Poland and the Phare Programmes", *Statewatch* vol. 13 (January-February).

Gambino (2003), *Migranti nella tempesta*, Verona, Ombre Corte.

Hommes & Migrations, "Incriminés, discriminés ...", janvier-fevrier 2003

Italian Team, *First Report 2003*, Elise, www.eliseconsortium.org

Palidda S., Dal Lago A., "L'immigration et la politique d'immigration en Italie", dans Bribosia, E., Rea, A. (dir), *Les nouvelles migrations. Un enjeu européen*, Editions Complexe, Bruxelles, 2002, pp.183-206

Palidda, S., 2001, *Devianza e vittimizzazione tra i migranti*, Ismu/Angeli, Milan, 2001

Palidda, "La lutte au terrorisme en Italie et en Europe avant et après le 11 septembre et le risque d'une nouvelle vague de criminalisation des immigrants originaires des pays musulmans", in Italian Team, 2003

Pepicelli R. (2002), "The Euro-Mediterranean Partnership and the Italian Security", Primo rapporto Elise.

Peraldi M., 2002, *La fin des norias ?*, Paris, Maisonneuve & Larose

Quassoli, F. e Stefanizzi S., 2001, "Immigrati e sistema giudiziario", Rapporto per la Commissione per le politiche d'intégration degli immigrants, Rome

Rassegna Italiana di Sociologia, XL, 1/1999

Rahola F., *Zone definitivamente temporanee. I luoghi dell'umanità in eccesso*, ombrecorte, Verona, 2003

Sacchetto (2003), "Lo scambio complesso. Migranti e capitale a oriente del Nordest", Tesi di dottorato in Metodologia della ricerca nelle scienze umane, Dipartimento di Scienze Antropologiche, Università di Genova.

Sacchetto D., *Aspetti economici e sociali fra guerre e tregue dopo l'11 settembre*, in Italian Team, 2003

Sacchetto D., "Sistemi di occupazione e nuove guerre nell'Europa sud-orientale" in Dal Lago A., Guzzetti L., eds., *Guerra permanente. Le conseguenze dei conflitti globali*, ombre corte, Verona, 2003

Sayad A., 1999, *La double absence*, Paris, Seuil